



BONGO DOIT PARTIR

Pour la construction d'un Gabon nouveau

Discours à la nation du Dr. Daniel Mengara : « Le gouvernement Eyegue Ndong III est un gouvernement « asamsé », un ramassis de ministres « usagés », incompétents et inutiles pour l'avancement de la patrie ».

Dans le cadre d'un discours programme qui non seulement établit le bilan de la gestion désastreuse que le régime Bongo a faite du Gabon en 40 ans de pouvoir, mais aussi énonce les grands axes de la politique de démocratisation, de réforme et de développement qui devrait être celle du Gabon, le Dr. Daniel Mengara se livre ici sans ambages à une autopsie politique et économique du pays qui devrait faire école dans l'histoire politique du Gabon.

Mesdames et Messieurs,

Gabonaises, Gabonais, chers compatriotes,

Dignes citoyens et citoyennes acculés pendant quarante ans à la misère des moustiques, des rats, de la maladie et des matitis,

Vous qui, dignement, continuez à trimer sous le soleil qui calcine à la fois vos peaux et vos aspirations,

Vous qui vivez le désespoir des jours sans nourriture pour vos enfants, sans argent pour leurs études et sans espoir pour leurs avenir,

Tout en vous adressant mes meilleurs vœux de bonheur, de longévité et de santé pour ce nouvel an, c'est avec le cœur grave que je vous parle en cette fin d'année 2007 qui fut, à nos yeux, une année de deuil national pendant laquelle les fossoyeurs du Gabon ont continué à danser sur les tombes de nos enfants, de nos frères et sœurs morts de misère parce qu'un groupe d'hommes a, pendant 40 ans, décidé de prendre en otage notre pays.

Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de festoyer, mais de faire le bilan de la présence désastreuse, à la tête de ce pays devenu cimetière, d'un homme qui a juré de continuer à meurtrir notre peuple en lui imposant son indésirable présence. Cette insulte faite à notre pays pendant 40 ans ne peut plus durer et nous ne devons plus l'accepter.

Il y a insulte parce que pendant 40 ans, on nous a promis des hôpitaux qui ne sont jamais venus et aujourd'hui nous avons un Gabon cimetière.

Il y a insulte parce que pendant 40 ans, on nous a promis des écoles qui ne sont pas venues, et aujourd'hui, il y a carence d'écoles au Gabon et de nombreux jeunes sont obligés à une éducation au rabais dans des institutions privées indignes du peuple gabonais. Et ce sont ces mêmes jeunes qui se retrouveront demain, soit au chômage, soit dans la criminalité faute d'encadrement et de réponses adéquates aux problèmes d'éducation et d'emploi devenus chroniques au Gabon.

Il y a insulte parce que pendant 40 ans, on nous a promis des routes qui ne sont pas venues, et aujourd'hui, seulement 10% des routes gabonaises sont bitumées.

Il y a insulte parce que pendant 40 ans, on nous a promis des logements décents, mais aujourd'hui les Gabonais vivent dans des matitis sans accès privé à l'eau potable ni aux technologies de pointe qui projettent d'autres peuples dans le développement durable.

En 40 ans de pouvoir sans partage, la criminalité et l'incompétence du régime Bongo ont martyrisé, meurtri, volé, violé et assassiné notre peuple. Et pendant que nous pleurons nos morts, ils se sont évertués à danser sur la tombe de nos misères.

Danser sur la tombe de nos misères, c'est exactement ce qu'Omar Bongo a fait le 1er décembre 2007, en sortant de son coma de 40 ans pour promettre une énième fois aux Gabonais un gouvernement de « mission » qui s'est révélé être la répétition des mêmes vieilles habitudes consistant à créer une pléthore de postes politiques pour caser les complices qui aident le dictateur à tuer le Gabon.

Chers compatriotes, ne soyons plus dupes. Il ne faut plus être naïf.

Le BDP-Gabon Nouveau l'a déjà dit et redit : Rien de bon ne peut plus se passer au Gabon tant qu'Omar Bongo est au pouvoir. Evitez donc de prêter attention aux promesses creuses sorties de la bouche d'un homme qui vit dans le coma depuis 40 ans, et qui ne sait plus ce qu'il fait à la tête de l'état.

Voilà pourquoi le 1^{er} décembre 2007, il a oublié de vous dire que ce n'est pas la première fois qu'il vous a promis le changement et la justice avec des gouvernements aux mille titres et des mesures tonitruantes. De Léon Mebiame en passant par Casimir Oyé Mba, Paulin Obame Nguéma, Jean-François Ntoutoume Emame et aujourd'hui, Jean Eyegue Ndong, le Gabon a connu plusieurs premiers ministres plusieurs fois reconduits et des remaniements à n'en plus finir, sans que les résultats attendus par le peuple ne soient nulle part visibles. En 40 ans, le Gabon n'a connu que des acrobaties gouvernementales, la valse des chaises ministérielles et des discours creux promettant des gouvernements de crise, d'action, de travail et aujourd'hui, de mission, mais rien n'y a fait.

Ne parlons même pas des fameux accords de Paris, de la trêve sociale et de toutes les autres mesures et promesses visant à endormir le peuple dans ses misères alors que le train de vie de Bongo, de sa famille et de ses complices n'a cessé de détourner des caisses de l'état l'argent du peuple. A la fin, nous avons eu quoi ?

- **Léon Mebiame ?** Premier ministre légume entouré de ministres légumes.
- **Casimir Oyé Mba ?** Premier ministre moribond, entouré de ministres moribonds.
- **Paulin Obame Nguéma ?** Premier ministre fantôme entouré de ministres fantômes.
- **Jean-François Ntoutoume Emame ?** Premier ministre manioc entouré de ministres manioc.
- **Jean Eyegue Ndong ?** Premier ministre « asamsé » entouré de ministres « asamsé », donc le gouvernement Eyegue Ndong III est un gouvernement « asamsé », un ramassis de ministres « usagés », incompetents et inutiles pour l'avancement de la patrie.

Et au-dessus de tout ce monde, comme d'habitude, un Omar Bongo indéracinable, président coma à la tête d'un état coma.

Et ils prétendent avoir fait quoi, tout ce monde, pour améliorer le quotidien des Gabonais ? Rien, mes chers compatriotes, rien du tout. Ils ont eu tout zéro. Mais il y a, chers compatriotes, des questions qu'il vous est désormais obligatoire de vous poser.

En 40 ans, nous avons changé de Premiers ministres plusieurs fois. Cela n'a pas apporté le développement que le Gabon attend.

En 40 ans, le Gabon a connu de très nombreux remaniements ministériels, mais encore une fois, ni le changement d'hommes, ni les valse ministérielles n'ont su apporter des solutions aux problèmes du pays.

En 40 ans, la seule personne qui n'a jamais été changée, c'est Omar Bongo. Ce que cela veut dire, c'est que le problème du Gabon vient de Bongo, et de personne d'autre.

N'allez donc pas chercher plus loin, chers compatriotes. Omar Bongo est le seul responsable de la débâcle gabonaise. C'est lui qui enseigne le vol et la malhonnêteté à tous les gens qui entrent dans son système. En s'attaquant à un entourage qu'il a pourtant fait à son image, il veut encore une fois vous tromper et faire croire que ce n'est pas de sa faute si le Gabon va mal. Mais on peut se demander quel poids moral peut avoir un voleur face à ceux à qui il a appris à voler ?

Croyez-vous que Bongo puisse donner des leçons d'honnêteté aux gens à qui il a lui-même confié des missions de vols, de viols, de détournements et de criminalité ? Croyez-vous qu'il soit capable de se débarrasser des gens qui l'ont vu lui-même pendant 40 ans sortir des centaines de milliards de F CFA des caisses de l'état pour alimenter ses lubies ? Pourquoi alors s'étonner qu'il soit incapable de se débarrasser des ministres incompetents et endormis dont il s'entoure ?

Non, mes chers compatriotes,

Ne vous voilez plus le visage en cherchant qui est responsable du génocide qui frappe le Gabon aujourd'hui. Certains aiment à excuser la bêtise d'Omar Bongo, en disant qu'Omar Bongo est bon, mais que c'est son entourage qui est mauvais. Je dis stop. Arrêtez-là. Si vous avez un chien et votre chien va mordre le voisin parce que vous ne l'avez pas mis en laisse, qui va-t-on tenir pour responsable ? Le chien ou vous-même ?

Quand vous êtes entouré de voleurs et de malfrats pendant 40 ans, que vous encouragez le crime en promouvant les criminels à des postes encore plus importants, quand vous ne punissez pas leurs crimes en les mettant à la porte ou en prison, c'est que vous êtes vous-même un malfrat et un voleur.

Je dis donc que c'est parce qu'Omar Bongo est mauvais que son entourage est mauvais. C'est parce qu'Omar Bongo est incompetent que son entourage est incompetent. Et c'est parce qu'Omar Bongo vole et viole en toute impunité le Gabon que son entourage s'est, pendant 40 ans, criminalisé.

Chers compatriotes,

Quand, donc, votre enfant de 5 ans meurt de paludisme au Gabon parce qu'il n'y a ni médicaments ni structures médicales adéquates à cause des détournements de la richesse nationale dont s'est rendu coupable ce régime, ne vous posez plus de questions et ne cherchez pas : c'est Omar Bongo qui l'a tué.

Quand votre fille meurt de SIDA parce que, trop pauvre, elle avait été obligée de se prostituer auprès des hommes qui pouvaient l'entretenir, ne vous posez pas de questions, c'est Omar Bongo qui l'a tué.

Il n'y a pas de différence chez moi entre un président qui envoie des soldats massacrer des populations comme dans le génocide au Rwanda et un président qui massacre son peuple en l'acculant à la misère la plus totale. Dans les deux cas, il y a génocide. Au Gabon, l'incompétence chronique d'Omar Bongo qui tue les Gabonais par l'arme de la misère est l'équivalent d'un assassinat prémédité car il y a des solutions aux misères des Gabonais, mais c'est Omar Bongo qui les bloque parce qu'il n'aime ni le Gabon ni les Gabonais.

Non, mes chers frères et sœurs,

Le Bilan d'Omar Bongo en 40 ans de pouvoir est un bilan d'incompétence, de crimes, d'arbitraire et de dictature. Il faut y mettre fin.

Pour 2008, Omar Bongo vous a montré, avec le gouvernement pléthorique et « usagé » qu'il vient de mettre en place, qu'il ne vous apportera que les mêmes misères et les mêmes grincements de dents. Incapable de renouveau, il ne peut vous offrir que la mort. Omar Bongo est un fossile qu'il faut désormais rejeter avec la plus grande vigueur.

En l'espace de deux ans, il y a déjà eu trois gouvernements Eyegue Ndong : Le premier nommé en janvier 2006 fut un gouvernement d'« actes pour le Gabon ». Mais apparemment, les « actes » n'ont pas marché puisque, après avoir provisoirement remanié le premier gouvernement « assamsé » d'Eyegue Ndong en juillet 2007, c'est un gouvernement de « mission » sans mission qu'on a offert aux Gabonais en décembre 2007. Une reconnaissance évidente que les « actes » promis ont fait flop.

Or, la vie d'un gouvernement étant courte, deux ans, c'est une éternité durant laquelle toute équipe gouvernementale compétente doit pouvoir faire la démonstration d'un bilan positif ayant minimalement avancé la nation. Les gouvernements d'Eyegue Ndong, en deux ans, sont restés aussi endormis et moribonds que ceux qui les ont précédés. Aujourd'hui, on constate plutôt que les « actes pour le Gabon » ont été abandonnés. A la place, on parle maintenant de missions dont l'objectif reste aussi flou que la gestion dont le pays a fait l'objet depuis 40 ans.

Il y a des habitudes et des signes qui ne trompent plus du tout les Gabonais éveillés. Ce n'est donc pas Eyegue Ndong et son ramassis de ministres légumes, ministres manioc, ministres fantômes, ministres moribonds et ministres « asamsé » « usagés » qui apporteront le développement au Gabon.

Regardez vous-même le gouvernement qu'ils ont mis en place en décembre 2007 : quand on leur dit de réduire le gouvernement à 20 membres au maximum, ils vous donnent un gouvernement de 42 membres. Or, c'est là un gouvernement avec 22 membres de trop, qui vont causer des dépenses supplémentaires à l'état en termes de salaires et de surenchères politiques. Dans un pays où des ministres gagnent facilement 10 millions de F CFA par mois, réduire le gouvernement de 50 à 20 membres veut dire 300 millions de F CFA d'économies salariales au moins, rien que pour les salaires des ministres. Mais cela veut aussi dire des milliards de francs d'économisés en personnels ministériels vu que chaque nouveau ministère que Bongo créé suppose l'emploi de nouveaux personnels pour occuper des fonctions dont le pays n'a pas vraiment besoin. En termes économiques, réduire le gouvernement à 20 membres maximum veut dire la possibilité d'utiliser les économies de salaire faites pour alimenter les hôpitaux en médicaments, et construire les routes et les écoles dont le pays a besoin.

Or, quand on voit des aberrations gouvernementales comme la création de cinq ministères séparés comme ceux de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, de l'enseignement primaire, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique là où un seul suffirait, on comprend aisément que ce ne sont ni l'efficacité, ni les résultats positifs qu'Omar Bongo recherche, mais la simple préservation de son régime par la corruption politique. Au Gabon, dans un petit pays d'à peine un million d'habitants, on multiplie les ministères inutiles, on créé des sénats sans utilité publique et on augmente le nombre des députés dans une assemblée nationale déjà pléthorique, tout ceci avec le seul souci de caser les complices politiques, et rien d'autre.

Résultat : au lieu d'accomplir les promesses de missions et d'actes pour le Gabon, ce sont plutôt les actes et les missions pour les amis qu'on accomplit. Au lieu de répondre aux besoins de démocratie et de développement des Gabonais, c'est la dictature et le sous-développement qu'on renforce. Aujourd'hui, le Gabon est un pays cimetière à cause d'Omar Bongo.

Non, chers compatriotes.

L'échec du bongoïsme au Gabon est trop flagrant.

Quand, dans un pays comme le Gabon, les banques, les assurances, les industries, les entreprises de télécommunications, d'eau, d'électricité sont aux mains des étrangers, et que d'autres comme Air Gabon, l'Oprag, l'OPT, OCTRA, Hévégab, Agrogabon ont été bradés et vendus aux intérêts français et autres, on se demande où est la fierté nationale.

Quand, dans un pays comme le Gabon, pour manger, ce sont des étrangers qui nous nourrissent parce que le Gabon ne produit rien, quand pour construire un bout de route il faut l'aide des Canadiens, quand pour construire même le parlement, symbole de souveraineté, qui doit abriter nos députés, il faut les Chinois, c'est que l'incompétence a atteint des proportions animalières.

Non, Mesdames et Messieurs, les 40 ans de dictature sauvage d'Omar Bongo sont une farce et une humiliation nationale. Le crime et l'insulte sont devenus inacceptables, impardonnables. Il y a un gros crime au Gabon aujourd'hui qui demande que, collectivement, nous y mettions fin.

Quand dans un pays aussi riche que le Gabon, un enfant sur cinq meurt avant de voir son premier anniversaire, les hôpitaux deviennent de vrais mouiroirs et on meurt de toutes sortes de maladies qui, pourtant, pourraient être prévenues et évitées, il y a crime.

Quand dans un pays aussi riche que le Gabon, seulement 10% des routes sont bitumées et on continue à racler chaque année de vieilles routes que, pendant 40 ans, on n'a jamais pu goudronner, il y a crime.

Quand dans un pays aussi riche que le Gabon, il y a 25% de la population au chômage et 60% de du peuple qui vit sous le seuil de pauvreté dans un contexte où la vie chère et l'inflation galopante contraignent à la disette et à la paupérisation des milliers de familles, il y a crime.

Quand dans un pays aussi riche que le Gabon, le budget de l'état double sur 10 ans en passant de 900 milliards en 1997 à 1800 milliards en 2007, avec un baril de pétrole passé de 15 dollars en 1997 à près de 100 dollars en 2007, sans résultats visibles et sans savoir où tout cet argent est passé, c'est qu'il y a crime.

Quand, enfin, on fraude aux élections pendant 40 ans pour se maintenir au pouvoir par le mensonge et l'achat des consciences qui dilapident les richesses nationales et qu'on contourne l'état pour donner 11 milliards à des opposants que l'on veut calmer, soit disant pour aller développer eux-mêmes leur Ndendé natal, alors que le Gabon tout entier croupit dans la misère et le sous-développement à cause du manque d'état de droit, il y a crime.

Non, chers compatriotes, Bongo doit partir.

D'exil et du Gabon même, j'ai entendu les pleurs des enfants affamés et des mères affligées, j'ai écouté vos silences terrorisés et soutenu votre désir de changement, et aujourd'hui je suis venu vous dire que le BDP-Gabon Nouveau partage les aspirations collectives et inconditionnelles de notre peuple pour un Gabon nouveau.

Je suis donc porteur d'un message d'espoir car je voudrais vous dire aujourd'hui qu'ensemble nous libérerons bientôt le Gabon de la médiocrité qui l'immobilise. S'il y a une mission au Gabon aujourd'hui, cette mission consiste à mettre fin au bongoïsme, et cette mission est un devoir national pour nous tous, combattants et combattantes de la liberté. Le Gabonais n'est ni idiot, ni paresseux, ni irresponsable. Le Gabonais a un génie qui ne demande qu'à s'exprimer et à saisir les opportunités de développement individuel et national qui s'offrent à lui. Mais nous savons tous que tout cela est impossible sous le régime Bongo.

En vérité, je vous le dis, frères et sœurs : l'argent du développement ne manque pas au Gabon. Avec le génie gabonais et la bonne volonté de tous ceux qui veulent le changement, en cinq ans, nous pouvons faire au Gabon ce qu'Omar Bongo n'a pas pu faire en 40 ans de pouvoir sans partage.

En cinq ans, nous pouvons construire et goudronner toutes les routes qu'Omar Bongo n'a pas pu construire en 40 ans. Il n'y aurait, dans ce cas, aucune route dans ce pays qui ne soit goudronnée et aucun village gabonais qui ne soit accessible par la route.

En cinq ans, nous pouvons construire tous les hôpitaux, dispensaires et structures médicales qu'Omar Bongo n'a pas pu construire en 40 ans de règne sans partage. Il n'y aura plus jamais dans ce pays une seule infirmerie qui n'ait pas de médicaments ; il n'y aura pas un seul dispensaire dans ce pays qui n'ait de vrai médecin et il n'y aura pas un seul hôpital départemental dans ce pays qui ne soit modernisé et qui n'ait pas au moins trois médecins, dont un pédiatre, un généraliste et un chirurgien.

En cinq ans, il n'y aurait pas un seul Gabonais dans ce pays qui soit au chômage, pas un seul jeune qui ait terminé ses études au Gabon ou à l'étranger qui se retrouverait sans emploi, pas un seul Gabonais qui habiterait dans une maison sans ligne d'eau privée, sans compteur d'électricité personnel et sans téléphone fixe.

L'éducation étant le premier maillon du développement, c'est-à-dire un domaine dans lequel le Gabon se doit d'investir plus que jamais, en cinq ans, il n'y aurait plus dans ce pays un seul étudiant gabonais qui n'ait de bourse d'études, il n'y aurait dans aucun coin du Gabon une seule école sans enseignants et pas un seul coin du Gabon qui soit sans écoles avec connexion Internet et bibliothèque moderne.

En cinq ans, il n'y aurait plus une seule fille qui soit obligée de se vendre à un homme parce qu'elle est trop pauvre, pas un seul Gabonais qui ne trouverait dans ce pays la possibilité de se prendre lui-même en charge par une activité privée, sans avoir à aller se prostituer auprès d'un parent bien placé au sein de l'appareil d'état.

En cinq ans, nous pouvons faire du Gabon un pays d'opportunités pour tous, sans distinctions de race, de sexe, d'ethnie ou d'origine, un pays de dignité et de fraternité, un pays de fierté nationale.

Ce Gabon est possible dans cinq ans, chers frères et sœurs, si nous prenons sur nous dès aujourd'hui la responsabilité de dire à tous ceux qui nous empêchent de vivre et d'évoluer qu'il est temps pour eux de partir.

Ce Gabon est possible dans cinq ans si nous refusons, dès aujourd'hui, la mort lente à laquelle le régime Bongo veut nous condamner.

Mais pour y arriver, chers frères et sœurs, nous devons accepter le sacrifice et la possibilité de souffrir un petit moment pour forcer Omar Bongo et son régime soit à réformer tout de suite le Gabon par l'intronisation immédiate et inconditionnelle de l'état de droit et de la démocratie, soit à partir et laisser le pouvoir à ceux qui pourront répondre de manière plus compétente et immédiate aux problèmes de développement qui gangrènent notre pays. Nous aurions tort de continuer à subir en silence et faire durer notre calvaire pendant les 12 ans qu'Omar Bongo veut encore passer au pouvoir. En 2012, il aura fait 45 ans au pouvoir et comme il s'est déjà déclaré candidat pour 2012, il aura la possibilité de passer 52 ans au pouvoir si nous ne l'arrêtons pas tout de suite.

Certes, en cinq ans, nous pouvons faire tout ce qu'Omar Bongo n'a pas pu faire en 40 ans d'incompétence. Mais nous ne devons pas attendre 5 ans pour changer le Gabon. Il faut le changer maintenant.

Mais la vérité est qu'on ne change pas un système en changeant tout simplement les hommes. Si le changement d'hommes suffisait, il y a longtemps que les gouvernements nommés par Bongo auraient changé le Gabon et

répondu positivement aux attentes des Gabonais. Et voilà pourquoi rien n'a pas marché parce que, de Léon Mebiame à Eyegue Ndong, on s'est trompé d'objectif en croyant que c'est en changeant les hommes que l'on réussit le développement d'un pays gangréné par la corruption. Il faut certes, mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Il faut aussi un renouvellement des générations à la tête de l'état. Mais cela serait insuffisant si on n'ajoutait pas à ces changements d'hommes le principe de la réforme. Ce qu'il faut donc au Gabon, avant tout, c'est changer le système. Or, un système ne change que quand il est réformé et quand il applique, dans le cadre d'un état de droit avéré, les lois qui changent et redressent les hommes. Et quand les hommes ne veulent pas changer, c'est le système réformé qui, en appliquant sans détour les lois, épurera lui-même les voleurs, les criminels et autres incompetents de la gestion du bien public.

Le changement au Gabon passera donc obligatoirement par la réforme globale et totale des institutions de la République, pour que prévalent les mécanismes d'état de droit qui forceront tout le monde au changement des mentalités.

C'est donc à un sursaut patriotique que je vous invite aujourd'hui, chers compatriotes, pour demander la liberté, dès maintenant et pas dans 5 ans. Dans 5 ans, il sera trop tard pour beaucoup d'entre vous qui seront morts de misère et de maladies alors que sous un régime nouveau et compétent, votre vie aurait pu être épargnée et se prolonger sur 30 ans.

Nous avons besoin d'un Gabon nouveau. Le Gabon nouveau dont je parle et qui est possible dans 5 ans n'est pas un rêve ou une illusion. Il n'y a que ceux qui manquent de génie et d'ambition pour leur pays qui ne comprennent rien à la gestion d'un état moderne.

Le Gabon doit être laissé à ceux qui l'aiment et bénéficier du génie de ceux qui l'ont mieux pensé ou veulent le repenser.

Chers compatriotes,

Impossible n'est pas gabonais quand on applique le principe du « Gabon d'abord ». Cela nous amuse de voir Omar Bongo et son régime voler au BDP-Gabon Nouveau le slogan du « Gabon d'abord » que pendant 40 ans ils ont ignoré, slogan qu'ils ont commencé à utiliser n'importe comment dans leurs discours alors qu'ils n'y comprennent rien. Or, l'idée du « Gabon d'abord » ne se résume pas aux simples mots que l'on utilise par simple plagiat. C'est un état d'esprit.

Nous, au BDP-Gabon Nouveau, savons que tout est possible au Gabon dans les 5 ans qui viennent si on y travaille dès aujourd'hui.

Le plein emploi est possible au Gabon. Tout comme est possible l'éradication totale de la pauvreté. Les vertus du plein emploi sont illimitées. Aujourd'hui au Gabon, de nombreuses familles souffrent parce que, dans nos grandes familles africaines, il n'y a souvent qu'une seule personne qui travaille et qui doit nourrir 10 à 15 personnes avec un petit revenu de 300.000 francs CFA. Or, si dans une famille, il y a au moins quatre personnes en âge de travailler qui n'ont pas d'emploi, la perte est énorme. Imaginez maintenant que les quatre personnes en question trouvent chacune un emploi avec un salaire de 300.000 F CFA, eh bien, Mesdames et Messieurs, voilà une famille tirée de la pauvreté car, ensemble, les quatre personnes rapporteraient au foyer 1.200.000 FCFA chaque mois. De quoi donc vivre acceptablement bien avec la possibilité d'accéder à de vrais logements.

Mais il y a d'autres avantages découlant du plein emploi: quand dans chaque famille, toutes les personnes en âge de travailler ont un emploi et sont capables de se prendre en charge, même un petit salaire de 150.000 CFA peut permettre à tout Gabonais de vivre très décemment car il n'a plus à partager son argent avec tous les pauvres et démunis qui, à cause de la pauvreté généralisée, s'accrochent à lui comme des parasites, parce qu'ils n'ont rien. Grâce à l'emploi, on peut éliminer la culture du parasitisme, de la mendicité économique et sociale,

de la précarité et de l'insécurité qui s'est implantée chez nous à cause de la gestion catastrophique du Gabon dont Omar Bongo s'est rendu coupable. Et grâce à l'emploi, l'état aurait plus de fonds tirés de l'impôt sur le revenu des individus et des entreprises pour financer ses programmes sociaux, et construire des routes, des écoles et des hôpitaux.

On voit aussi les effets pervers de la situation de chômage et de pauvreté sur les ministres eux-mêmes. Aujourd'hui, même avec des salaires de 20 millions de CFA par mois, de nombreux ministres tirent le diable par la queue parce qu'ils sont obligés de partager leur salaire avec tous les pauvres de leur village et de leurs familles qui viennent mendier chaque jour à leur bureau. Ils sont aussi obligés, pour se faire réélire ou pour rester au gouvernement, d'utiliser leur propre argent pour acheter les votes et les consciences. Et voilà pourquoi ils volent et détournent sans cesse car leurs salaires ne suffisent ni à réduire les misères de leurs propres familles ni à acheter continuellement les consciences par la corruption politique. Ce qu'ils n'ont pas compris, donc, c'est qu'un pays est comme un corps humain, quand une partie souffre, l'autre se porte mal aussi. Ils n'ont pas compris que quand ils ont appauvri le reste des Gabonais, ils ont créé les conditions de leurs propres misères. Ils n'ont pas compris qu'en appauvrissant le Gabon, ils se sont appauvris eux-mêmes sans le savoir.

Dans le Gabon nouveau et démocratique que nous voulons construire, un homme politique ne pourra plus acheter les votes car la loi l'en empêcherait. Il ne pourra plus acheter les consciences car seuls sa performance et son bilan détermineront son sort politique. Et il n'aura plus à partager son salaire avec qui que ce soit, ni même avec ses propres enfants en âge de travailler puisque tout le monde autour de lui gagnerait valablement sa vie. Du coup, même 2 millions de F CFA suffiraient comme salaire de ministre. Et comme bénéfice ultime de cette situation de plein emploi, la corruption politique et les détournements seraient réduits.

Chers compatriotes, la première condition du développement optimal d'un pays, c'est la démocratie et l'état de droit. La démocratie dans un contexte d'état de droit a des effets bénéfiques inestimables que des régimes cancre comme celui d'Omar Bongo ne savent pas voir.

Aujourd'hui au Gabon, on voit le régime Bongo réprimer la liberté d'expression tant au niveau des médias qu'au niveau des citoyens. Or, cet acte de répression de l'expression libre n'a pas que des conséquences politiques, elle a aussi des conséquences économiques.

Sur le plan politique, un régime qui veut réussir se doit obligatoirement de favoriser au maximum la liberté des médias et la liberté des citoyens. Pourquoi ? Tout simplement parce que quand on dirige un pays, on n'est pas Dieu. Diriger un pays, c'est encadrer les hommes et les femmes qui vivent dans ce pays car ce sont ces hommes et ces femmes qui développent leur pays, et pas le gouvernement. Tout ce qu'un gouvernement a à faire, en réalité, c'est créer les conditions qui permettent à la créativité des uns et des autres de s'exprimer. Autrement dit, c'est quand les médias et les citoyens sont libres de s'exprimer et d'attirer l'attention de l'état sur les problèmes que connaît le pays que le gouvernement peut prendre connaissance des problèmes et aider les citoyens à les résoudre. Ainsi, plus un régime a des médias libres et une opposition forte, plus ce régime a la possibilité de réussir car il peut se servir de la perspicacité de son opposition et des médias pour rapidement trouver des solutions aux problèmes qui se posent à la nation. La liberté d'expression peut donc conduire un régime à la réussite si ce régime sait écouter et exploiter les opportunités de détection des problèmes qui découlent de la libre expression des médias et des citoyens.

Sur le plan économique, une dictature qui réprime la liberté d'expression tue aussi, sans le savoir, le potentiel de développement économique de son pays. Il est important de comprendre, par exemple, que quand un citoyen décide de créer un journal, c'est que ce citoyen a vu, avant tout, le potentiel économique d'une telle activité. Créer un journal n'est pas juste une question politique ; créer un journal c'est, en fait, la décision prise par un compatriote de se prendre lui-même en charge en créant une entreprise, donc son propre emploi.

Le propriétaire d'un journal est donc avant tout un entrepreneur qui, si son entreprise d'information marche bien, peut finir, en plus de lui-même, par employer une secrétaire, des journalistes, permettant ainsi à 2, 3, 4 ou 5 personnes de vivre de son initiative. Il sert donc, par sa créativité, à réduire le chômage et la misère de ses compatriotes, dégageant ainsi l'état de cette responsabilité. Quand donc, un régime comme celui de Bongo réprime la libre expression, terrorise les journalistes, brime les journaux et leur interdit de paraître, il tue la libre entreprise qui permet au secteur privé de se développer et crée du chômage sans le savoir.

En même temps, il freine tous ceux qui auraient également voulu créer des journaux car beaucoup ont peur de se retrouver en prison un jour. Du coup, à cause de la répression, toutes les activités annexes au journalisme comme l'imprimerie, le graphisme, la bureautique, l'Internet et l'informatique subissent des retards. Et voilà tout un secteur de l'économie gabonaise, le secteur de l'information, totalement détruit par la dictature, tout simplement parce que Bongo est un cancre qui ne sait pas voir le lien entre la liberté d'expression et l'économie.

Limiter la liberté d'expression devient donc synonyme de limitation de la libre entreprise et de la créativité citoyenne, contribuant ainsi à la paupérisation généralisée du secteur privé, alors même que l'existence de journaux libres, en dehors de l'emploi qu'ils créent, peut aussi rapporter des revenus supplémentaires à l'état sous forme de taxes et d'impôts sur le revenu.

Chers compatriotes,

La réforme de l'état et la gestion responsable sont aussi possibles. Réformer l'état n'est pas un vain mot. Quand on parle de réforme du fonctionnement de l'état, on voit des choses comme l'efficacité de l'administration publique dans la délivrance des services qu'elle rend aux citoyens, l'état de droit qui prévient les crimes administratifs tels la corruption et l'absentéisme. Mais il y a plus. L'état, à la base, a le monopole des services qui permettent au reste du pays de fonctionner. Il est donc incompréhensible que notre pays ne puisse pas, sur la simple base des services qu'il vend aux citoyens et aux entreprises, générer assez de revenus hors pétrole pour financer ses besoins de base. C'est donc une aberration de voir un état comme celui du Gabon dépendre entière des revenus pétroliers pour payer les salaires de son administration publique ou pour financer sa politique sociale.

Au Gabon, le régime Bongo s'est toujours montré non seulement corrompu, mais aussi très limitatif des libertés de circuler des Gabonais. Parce que c'est une dictature, ce régime a toujours rendu, par exemple, l'obtention des passeports au Gabon très difficile. Or, le passeport, dans le contexte d'un état fonctionnel, ne doit pas être vu comme un outil de limitation des libertés, mais comme un outil économique. L'état ayant une vocation de services vis-à-vis des citoyens, la délivrance d'un passeport est, en fait, un moyen supplémentaire permettant à l'état de générer des revenus additionnels. Ainsi, dans un pays réformé et libéralisé, la délivrance rapide et libre des passeports aux Gabonais peut générer des milliards de francs chaque année. Le calcul est alors simple : imaginons un instant que dans ce nouveau Gabon là, 100.000 Gabonais au minimum obtiennent ou renouvellent librement leur passeport chaque année. Et imaginons aussi que l'état demande 100.000 francs pour la délivrance de chaque passeport. Eh bien ce serait là près de 10 milliards de F CFA qui rentreraient dans les caisses de l'état chaque année. Et là ce ne serait que dans le seul domaine du service des passeports. Or, il existe au sein de l'état de nombreux autres services payants que l'état rend aux citoyens et aux entreprises. Il suffirait donc que l'état fonctionne de manière optimale dans tous les ministères et de façon intégrée et efficace pour que des milliards supplémentaires soient générés. Aujourd'hui, le Gabon, sans état fonctionnel, dépend du pétrole à 50% au niveau de son PIB, ce qui est désastreux. Or, rien qu'avec les revenus générés par les services vendus aux citoyens, un état gabonais fonctionnel pourrait réduire de manière draconienne sa dépendance vis-à-vis du pétrole et générer des surplus budgétaires capables de résorber la dette gabonaise en 5 ans.

En fait, en éliminant la corruption et en intronisant l'efficacité, le Gabon pourrait générer aujourd'hui l'équivalent de son budget de 1800 milliards actuels et porter ce budget à près de 3000 milliards de FCFA rien

qu'en réformant la manière dont l'état fonctionne. Or, l'aberration au Gabon est que, par exemple, le 24 novembre 2007, Bongo a emprunté 13,1 milliards de francs CFA auprès de l'Agence française de développement pour le financement du projet d'adduction d'eau potable des quartiers nord de Libreville. Or, un simple service de passeport libéralisé et fonctionnel au Gabon pourrait facilement générer ces 13 milliards et éviter au pays de s'endetter pour fournir l'eau au Gabonais. Or, ce sont ce type de revenus que l'état peut générer rien qu'en fonctionnant de manière optimale et sans corruption, pour financer la construction d'hôpitaux, d'écoles, de loyers et de routes.

Un habitat digne de ce nom est également possible au Gabon, chers compatriotes.

Dans un gouvernement comme celui de Bongo, on ne voit pas l'importance pour le développement du pays d'un habitat de qualité pour les citoyens. Pourtant l'habitat est, en réalité, au centre du développement économique d'un pays. Un programme visant à améliorer l'habitat aurait un impact grandiose sur la santé, l'emploi et l'activité économique du pays. Par exemple, le fait de lancer un programme de construction d'habitats de qualité crée de l'emploi. Mais une fois l'habitat amélioré et viabilisé avec élimination de zones marécageuse et inondables et l'imposition de nouvelles réglementations et méthodes de constructions comme l'installation obligatoire de grilles filtrantes aux fenêtres, on peut améliorer la santé publique et réduire de 60% au moins l'incidence du paludisme au Gabon sur 5 ans, tout en favorisant l'accès de tous à l'eau potable et à l'électricité. L'habitat peut donc devenir un problème de santé publique quand il n'est pas viabilisé. Il peut aussi résoudre les problèmes de santé publique quand on en comprend l'utilité.

Mais un programme de construction de logements décents apporte aussi le boom économique car pour chaque maison qui sera construite selon les normes requises, il y aura un client pour les compagnies d'eau, de téléphone fixe et d'électricité. Et en matière d'urbanisme et d'efficacité des services, un tel programme permettrait aux compagnies d'eau, de téléphonie et de services de multiplier leurs clients et offrir des services à des gens qui n'y auraient jamais eu accès. Et ceci permettrait l'universalisation de services comme l'Internet au Gabon.

Vous voyez donc, Mesdames et Messieurs, comment on peut détruire un pays quand on limite la liberté des citoyens. Or, c'est avec ces limitations de liberté combinés au manque d'état de droit, à la corruption et à l'arbitraire que l'on crée le chômage et l'incapacité de l'état à financer ses projets de développement.

Voilà pourquoi nous disons que nous pouvons faire en cinq ans ce que le régime Bongo n'a pas pu faire en 40 ans car nous avons, depuis que nous nous préoccupons du Gabon, compris des principes très simples. Pour apporter le bien être aux Gabonais, il faut, tout de suite, appliquer deux initiatives :

- 1) **La première initiative consiste à démocratiser immédiatement le pays et permettre la liberté totale d'expression aux citoyens.** C'est de cette liberté que naîtra le génie qui permettra aux Gabonais de se prendre en charge en créant leur propre emploi dans un contexte d'opportunités favorisé par l'état. Les principes du libéralisme économique qui mène au développement durable passent obligatoirement par la liberté d'expression, la liberté d'entreprise, la liberté de penser et la liberté de créer. Il faut donc s'y plier.
- 2) **La deuxième initiative consiste à réformer l'état de fond en comble, tant au niveau de ses institutions que de son fonctionnement,** de manière à lui permettre d'opérer de manière optimale dans un contexte d'état de droit qui en éliminerait la corruption tout en permettant de générer d'énormes revenus hors pétrole capables de porter le budget annuel du Gabon de 1800 à 3000 milliards d'ici cinq ans.

Et dans le contexte d'expansion économique qui résulterait de ces deux mesures, il n'y aurait pas un seul Gabonais dans cinq ans qui ne puisse s'acheter une voiture neuve ou entrer en possession d'une maison neuve et moderne dans le contexte d'un habitat viabilisé. Je vis dans un pays, les Etats-Unis, où la voiture n'est pas un

luxe et où tout le monde, pauvres et riches, peuvent accéder à la voiture, à la télévision, à l'ordinateur et autres biens dont la possession est devenue banale aux Etats-Unis.

Eh bien, je vous le dis, chers compatriotes, dans cinq ans, nous voulons que chaque Gabonais soit capable de posséder sa voiture, sa maison, son emploi, envoyer ses enfants dans les écoles qu'il veut, aller à l'hôpital sans craindre d'aller y mourir et voyager dans le pays sans avoir peur de mourir dans un accident de voiture sur des routes vétustes et devenues dangereuses.

Notre aspiration et notre ambition pour le Gabon sont donc simples: Nous demandons la démocratie immédiate.

Mesdames et Messieurs, il appartient aujourd'hui au régime Bongo de faire le choix entre la démocratie véritable et le chaos car il n'y a pas d'autres solutions. Soit nous vivons pleinement la démocratie, soit nous vivons le chaos. Il n'y a pas de demi-mesure. Il n'y a pas ici à négocier le droit à la démocratie, parce que la démocratie ne se négocie pas. Elle s'impose naturellement aux hommes de bonne foi. Faire le choix de la démocratie, donc de la paix durable, c'est simplifier tout le processus de démocratisation au Gabon. Simplifier, c'est accepter, immédiatement, les propositions suivantes :

1) Primo : il faut réformer la constitution gabonaise afin de la ramener, au minimum, à celle de 1990 telle que négociée lors de la conférence nationale, mais y ajouter des garde-fous qui empêcheraient que ce soit de la modifier de nouveau au gré de ses humeurs sans passer par plusieurs dispositifs de validations, dont le plus important sera le référendum. Il faut que la population gabonaise soit partie prenante à tous les niveaux de l'expression démocratique de notre pays.

2) Secundo : il faut réduire de manière draconienne les pouvoirs du président de la république, quel qu'il soit, et redistribuer la plupart de ses pouvoirs nocifs au parlement et au gouvernement, et faire en sorte que le Premier ministre ne soit plus nommé par le président, mais plutôt voté par le parlement. Ceci permettrait, par exemple, d'éviter l'arbitraire par lequel on veut qu'au Gabon le président ne puisse nommer son Premier ministre que parmi les Fangs.

Cela, c'est le type d'arbitraire qui divise les Gabonais, parce que cela découle de charlatanismes politiques et d'incompétences notoires dans l'appréhension de la chose politique. Et voilà pourquoi ce genre d'arbitraire qui divise le Gabon doit cesser.

3) Tercio : il faut donner son indépendance totale à la Cour constitutionnelle de manière à ce que ses membres désormais non partisans soient élus par leurs pairs magistrats, avocats et autres, et non plus nommés par l'autorité politique.

4) Quarto : il faut donner son indépendance totale à la Commission électorale, de manière à ce que ses membres non partisans soient tous élus, nationalement pour ce qui est de son président, et localement pour ce qui est des représentants provinciaux et départementaux. Ceci assurera plus d'apolitisme et de neutralité dans les processus électoraux.

5) Quinto : Sur la base d'un moratorium d'un an voté par toute la classe politique gabonaise, et peut-être même par référendum, il faut faire appel à l'ONU en tant qu'organisme neutre pour venir faire un nouveau recensement de la population, établir de nouvelles listes et cartes électorales et organiser indépendamment des élections générales plus crédibles au Gabon, sans prise de part aucune du gouvernement gabonais dans ce processus, en dehors des financements nécessaires. Ceci est essentiel, chers amis. Tant que le régime Bongo organisera des élections au Gabon, ce ne sera pas la peine d'espérer une quelconque démocratisation. C'est tout simplement impossible. L'ONU devient donc le moindre mal. Entre deux maux, on choisit le moindre. Il n'y a que l'ONU qui puisse aider le Gabon à asseoir les bases d'une démocratisation véritable qui ne pourra que profiter positivement à la nation gabonaise.

6) Sexto : Au bout de ce processus de réformes, qui ne devrait pas durer plus d'une année, il faudra tout simplement prononcer la dissolution immédiate des institutions existantes et leur remplacement, après l'élection générale, par les institutions réformées. Ceci devra inclure l'élection plus crédible du nouveau président de la république, quel qu'il soit. Tout ce processus peut être mis en place en un an ou deux, avec des élections générales en décembre 2009 au plus tard.

Si c'est Omar Bongo ou un membre de son régime qui gagne une telle élection indépendamment organisée, nous nous inclinons. Mais pour nous et pour le peuple gabonais, procéder ainsi serait la seule manière de garantir, rapidement et concrètement, la crédibilité et la légitimité du processus électoral, du moins dans cette phase initiale.

7) Et enfin, septimo : nous proposons également une réforme du Gabon sur la base d'un modèle fédéral. Le système fédéral est le seul système de gouvernement adapté aux réalités régionales africaines trop encore victimes des rivalités ethniques qui mènent au favoritisme et au népotisme. Le Gabon lui-même, à cause de Bongo, en est la victime.

Le système fédéral que nous proposons est celui qui donnera une autonomie de gestion politique et budgétaire à chaque province du Gabon et permettra aux natifs de cette province d'élaborer eux-mêmes des plans de développement adaptés à leurs provinces dans le cadre d'une politique provinciale gérée par des cadres et responsables politiques locaux ou affiliés. En décentralisant le pouvoir politique et économique par la création de gouvernorats autonomes qui, sous le contrôle indirect du pouvoir central, seront de minis états dans l'état, le développement du Gabon sera assuré à partir des provinces pour les provinces et non plus dépendant d'un gouvernement central qui a tendance à succomber aux lourdeurs politiques qui peuvent immobiliser tout un pays. Dans ce nouveau système, le rôle du gouvernement central et du parlement central sera tout simplement de répartir les budgets provinciaux sur base d'allocation annuelle et aussi sur base de projets de développement soumis par les gouvernements provinciaux. Ainsi les gouvernements provinciaux deviendraient capables d'assumer directement la gestion du développement des provinces en fonction des besoins de leurs provinces.

Les élections générales au Gabon, sous ce modèle, deviendraient donc à la fois nationales pour l'élection du président et du parlement central, et locales pour l'élection des gouverneurs et des parlements provinciaux.

Il suffirait alors, sous ce modèle fédéral, de supprimer les fêtes tournantes et d'allouer l'équivalent de 50 milliards annuels ou plus à chaque province en fonction de sa population, pour permettre le développement optimal du Gabon à partir des provinces. Il n'y aurait plus, dès lors, à donner 11 milliards à des individus pour développer Ndendé, mais à laisser chaque gouvernement provincial gérer indépendamment son patrimoine. Il n'y aurait plus besoin, non plus, de faire porter la responsabilité du développement des provinces et localités aux ministres issues de ces provinces. Sous Bongo, la gestion familiale du pays a eu tendance à éclipser le gouvernement comme outil de développement national au profit des individus. Sous ce régime, ce n'est pas le gouvernement comme organe de l'état qui gère le pays de manière nationale et concertée, mais les ministres et autres appointés de manière individuelle et isolée. Autrement dit, le régime Bongo permettait de totalement contourner l'état avec un réseau parallèle d'individus affiliés ou non, les ministres n'étant plus, dans ce contexte, des ministres de la république censés gérer le patrimoine national ensemble, mais des ministres de provinces disposant de façon isolée de budgets personnalisés visant à alimenter la corruption politique dans leurs provinces natales. Ainsi, au lieu de gérer les budgets de l'état au travers des mécanismes de l'état, c'est aux ministres et autres affiliés qu'on confiait de façon personnelle des budgets pour corrompre politiquement leurs provinces. L'argent de l'état se volatilisait ainsi hors des mécanismes gouvernementaux. Au final, seuls des réseaux d'individus bénéficiaient de ces budgets et le développement tant attendu des provinces ne venait jamais.

D'où, donc, la nécessité de décentraliser dans un cadre institutionnel et fédéral la gestion des budgets de l'état pour que les ministres ne soient plus utilisés comme des ministres nommés pour s'occuper uniquement de leurs

provinces natales, mais comme des agents de l'état nommés pour organiser nationalement la gestion de l'état en conformité avec les objectifs de développement national tels que fixés par le parlement. Le modèle fédéral serait, à ce titre, le seul modèle qui puisse permettre de réduire les égarements actuels.

Les effets bénéfiques de la réforme proposée permettraient ainsi de créer des emplois et des industries nouvelles dans les provinces en fonction des besoins définis par les élus locaux de ces provinces, tout en permettant de désengorger Libreville par le retour dans les provinces de jeunes esprits inspirés par les nouvelles possibilités économiques disponibles dans les provinces. Cela occasionnera aussi une nouvelle forme de mobilité économique nationale qui permettra au génie de chaque province de s'exprimer plutôt que de tout attendre du gouvernement central. On pourrait alors voir, par ce modèle, les provinces multiplier la richesse nationale en faisant fructifier leurs budgets grâce à des initiatives locales et des systèmes de taxation locaux. Il ne serait pas alors impossible de voir des provinces doubler ou tripler leurs budgets, contribuant ainsi à l'accroissement vertigineux de la richesse nationale. Au passage, nos cultures en bénéficieraient grandement car le retour des jeunes dans les provinces revitalisera nos langues et nos cultures qui se perdent de plus en plus.

Voilà, Mesdames et messieurs, le projet du BDP-Gabon Nouveau pour le Gabon. Cinq ans, c'est tout ce qu'il faudrait pour redresser ce pays et le mettre sur la pente du développement durable si une telle réforme était appliquée dès aujourd'hui.

Mais la vraie question que nous devons tous nous poser est la suivante : qu'est-ce que nous sommes tous prêts à faire pour rendre ce projet de redressement national possible ? Qu'êtes-vous, Mesdames et Messieurs, prêts à faire pour sauver ce pays du bongoïsme, sachant qu'en sauvant votre pays, vous vous sauvez vous-même ?

Voulons-nous réellement d'un Gabon avec un président incompetent qui régnerait pendant 45 ans ? Voulons-nous vraiment d'un Gabon avec un président incompetent qui régnerait pendant 52 ans ?

Changer le Gabon relève de la responsabilité collective. Ce n'est pas Mengara tout seul qui pourra le changer. Pour mériter le Gabon que nous voulons, c'est ensemble que nous devons le conquérir et le construire.

A chaque fois que nous accepterons de participer aux manifestations organisées par ce régime, nous nous ferons complices de notre propre mort. A chaque fois que nous accepterons une bière, un pagne, un t-shirt, un sac de riz, des cuisses de dindons, un centime d'un membre du régime Bongo, nous aurons contribué à tuer nos propres enfants car l'argent qui achète cette bière est celui qui aurait pu acheter des médicaments dans les hôpitaux et sauver nos pères et nos mères.

Quand Bongo vous achète une bière pour acheter votre vote, ne voyez pas juste la bière. Sachez que Bongo dépense sur tout le territoire national près de 500 milliards par an pour vous corrompre. Certains d'entre vous ne voient que la bière, le t-shirt et la cuisse de dindon qu'ils prennent, mais ils ne se rendent pas compte qu'en acceptant cette bière, vous avez contribué à priver votre pays des 500 milliards de CFA qui auraient pu construire les routes, les écoles, les hôpitaux. C'est la corruption politique qui coûte le plus cher au Gabon aujourd'hui et chacun d'entre nous en est un peu responsable. Bongo n'arrive même pas à donner aujourd'hui 25 milliards par an à chaque province pour les fêtes tournantes. Il faut que chaque province attende 9 ans avant de voir son tour. Et entre temps, le pays souffre. Et pourtant, nous pouvons lui dire que nous ne voulons plus la bière, que nous voulons le développement du pays et que s'il a 500 milliards à dépenser chaque année pour corrompre chacun d'entre nous avec une bière, il lui suffit de diviser ces 500 milliards par neuf et donner chaque année 55 milliards de dollars à chaque province dans le cadre d'un développement décentralisé et le pays ne s'en porterait que beaucoup mieux.

Je vous invite donc dès aujourd'hui à un pacte national, chers compatriotes. A partir d'aujourd'hui, jurons que nous refuserons la bière, les pagnes et les t-shirts de Bongo car les accepter, c'est dire à Bongo de continuer à piller le Gabon et à tuer nos enfants qui ne peuvent pas trouver des médicaments dans les hôpitaux parce que cet

argent est ce qui a acheté la bière qu'on a bu. Disons non à la bière pour ne pas nous faire complice de la mort d nos propres familles.

Disons tous ensemble que nous jurons de ne plus vendre nos vies et celles de nos enfants en prenant la bière, le dindon, le pagne de Bongo. Jurons que nous ne voulons plus vendre l'avenir de notre pays pour une cuisse de dindon.

Et appelons à l'unité citoyenne les Gabonais et Gabonaises qui croient encore à l'espoir, aux valeurs qui élèvent les sociétés.

Le BDP-Gabon Nouveau, cher compatriotes, n'est pas un parti politique, mais une idée, l'idée qui rassemble dans la communion de pensées tous les Gabonais de tous bords ethniques, politiques, sociaux et économiques qui pensent aujourd'hui que Bongo doit partir.

Si au Gabon aujourd'hui, vous êtes ministre et vous pensez que ce que vous faites au sein du gouvernement Bongo tue le Gabon, alors vous faites partie du BDP. Démissionnez et rejoignez les patriotes pour un changement positif au Gabon.

Si vous êtes au PDG et vous pensez que Bongo a tué le Gabon et vous voulez son départ, alors rejoignez-nous car vous êtes du BDP.

Si vous êtes un étudiant qui, après avoir regardé son pays avec des yeux d'intellectuel, réalise combien de mal Omar Bongo a fait au Gabon, vous êtes du BDP. Rejoignez-nous.

Si vous êtes un paysan trimant sous le soleil et imaginant la possibilité d'un Gabon nouveau pour vous-même et pour vos enfants, c'est que vous êtes du BDP. Rejoignez-nous.

Si vous êtes un militaire, un policier, un gendarme à qui Bongo demandera demain, d'abattre des Gabonais lors d'une émeute parce qu'il veut rester au pouvoir et vous pensez qu'une telle chose ne peut être tolérée, alors vous faites partie du BDP. Rejoignez-nous.

Le BDP-Gabon Nouveau, chers compatriotes, est le pacte de la nouvelle alliance qui, sans exclusive, rassemble tous les Gabonais qui disent : BONGO DOIT PARTIR.

A Omar Bongo, disons donc, dès aujourd'hui, BDP.

Disons BDP, dès aujourd'hui, car Bongo a tout gaspillé.

Disons BDP, dès aujourd'hui, car Bongo a tout raté.

Disons BDP, dès aujourd'hui, car Bongo a tout zéro.

Disons BDP, dès aujourd'hui, pour mettre fin à l'insulte.

Disons BDP, dès aujourd'hui, pour le retour des valeurs.

Et pour cela, exigeons la réforme immédiate et refusons l'insulte. Boycottons les comportements bongoïstes en commençant dès aujourd'hui le processus qui forcera le régime Bongo, soit à évacuer le pouvoir, soit à réformer le pays.

Compatriotes,

L'article 35 de la Déclaration française de droits de l'homme et du citoyen de 1793 est clair. Cet article dit clairement que "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs".

Nous, au BDP-Gabon Nouveau, avons fait de cet article notre credo. Le Gabon est en situation de légitime défense car les forces du mal, pendant 40 ans, ont meurtri notre pays. Il nous faut désormais un engagement citoyen d'une autre nature. Nous ne devons plus obéir à des lois bâties sur l'arbitraire et la dictature. Demain, nous lancerons l'appel du changement immédiat et ensemble, nous serons au rendez-vous de l'histoire. Cet appel, répondez-y en masse quand il vous sera lancé.

Mais dès aujourd'hui, chacun d'entre nous se doit de commencer le processus. La bataille sera rude et certains d'entre nous en souffriront. Mais à la fin, c'est le peuple gabonais dans tout son ensemble, du nord au sud, d'est en ouest, qui vaincra.

Vive la nouvelle république

Vive le BDP-Gabon Nouveau, pour que vive le Gabon.

Fait à Montclair, New Jersey (USA), le 31 décembre 2007.

Dr. Daniel Mengara
Président



BDP-Gabon Nouveau
P.O. Box 3216 TCB
West Orange, NJ 07052, USA
Tél./Fax: 973-447-9763